

RABAT, le 22 MAI 1943 194

RÉSIDENCE GÉNÉRALE
DE FRANCE AU MAROC

CABINET MILITAIRE
DU

RÉSIDENT GÉNÉRAL

L/YF. N° 3803 Le Chef du Cabinet Militaire,

à Monsieur David HARTLEY, Chef de la "Division of
Public Welfare And Relief" des Affaires Civiles,
Bâtiment HACHETTE,
CASABLANCA

Monsieur,

En réponse à vos lettres des 19 et 20 Mai par les-
quelles vous m'avez signalé le cas de certains ressortissants ita-
liens, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

a) Affaire GIARDINA Luigi - Bien que l'intéressé ne figure pas sur
la liste des ressortissants de l'Axe considérés comme particulière-
ment dangereux, il ne rentre pas dans les catégories de personnes
qui, selon les instructions du Général Commandant en Chef Civil et
Militaire, peuvent bénéficier d'exemption.

Je crois devoir vous signaler à cet égard, que la
mesure d'internement est de règle pour tous les ressortissants
italiens, âgés de 18 à 48 ans, qu'ils soient estimés dangereux
ou non. Elle peut même être appliquée à des personnes de plus de
48 ans considérées comme suspectes.

Les seuls motifs d'exemption concernant, d'une part
les ressortissants italiens dont le maintien en liberté est nécessi-
té par des raisons économiques impérieuses, d'autre part ceux qui
ont des parents directs dans l'armée française (père, frère ou
fils).

Etant donné que de très nombreux ressortissants
italiens demeurent internés bien qu'ils aient, soit une épouse
française, soit des enfants ou des frères de cette nationalité,
il ne semblerait pas équitable que GIARDINA Luigi soit l'objet
d'un traitement particulier. Il reste bien entendu qu'au cas où
des mesures spéciales seraient prises à l'endroit des ressortis-
sants de l'Axe ayant des attaches françaises, il en irait de même
de tous ceux ayant des parentés du même degré américaines ou
anglaises.

b) Affaire QUARRATO Melchiorre - Le régime d'internement est égale-
ment à confirmer, puisque les services militaires accomplis par
les beaux-frères ne peuvent donner droit, comme ceux des parents
directs, aux exemptions précitées.

Il est à noter, par ailleurs, que l'intéressé ne
figure pas sur la liste des suspects.

.....

c) Affaire PROFERA Sébastien et Antonio - Les intéressés sont toujours au camp de MEDIOUNA et ne sont pas considérés comme particulièrement dangereux pour les alliés.

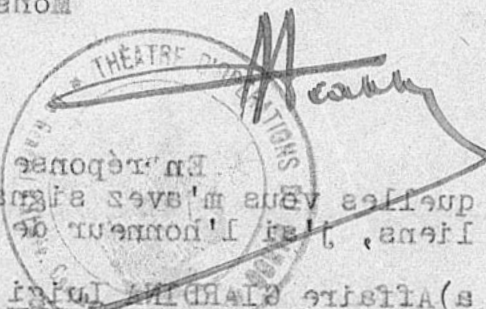
Vous voudrez bien trouver, ci-joint, le laissez-passer autorisant le soldat PROFERA à se rendre au camp de MEDIOUNA pour y voir ses frères en dehors des heures de travail réglementaires.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

CASABLANCA

Lieutenant-Colonel Dr. PIATTE
Chef du Cabinet Militaire.

Monsieur,



En réponse à vos lettres des 19 et 20 Mai par lesquelles vous m'avez signalé le cas de certains ressortissants italiens, j'ai l'honneur de vous faire connaître ce qui suit :

a) Affaire GIARDINA Luigi - Bien que l'intéressé ne figure pas sur la liste des ressortissants de l'Axe considérés comme particulièrement dangereux, il ne rentre pas dans les catégories de personnes qui, selon les instructions du Général Commandant en Chef Civil et Militaire, peuvent bénéficier d'exemption.

Le grade de voir vous signaler à cet égard, que la mesure d'internement est de règle pour tous les ressortissants italiens, âgés de 18 à 48 ans, qu'ils soient estimés dangereux ou non. Elle peut même être appliquée à des personnes de plus de 48 ans considérées comme suspectes.

Les seuls motifs d'exemption concernant, d'une part les ressortissants italiens dont le maintien en liberté est nécessaire par des raisons économiques impérieuses, d'autre part ceux qui ont des parents directs dans l'armée française (père, frère ou fils).

Etant donné que de très nombreux ressortissants italiens demeurent internés bien qu'ils aient, soit une épouse française, soit des enfants ou des frères de cette nationalité, il ne semblerait pas étonnant que GIARDINA Luigi soit l'objet d'un traitement particulier. Il reste bien entendu qu'en cas où des mesures spéciales seraient prises à l'endroit des ressortissants de l'Axe ayant des attaches françaises, il en irait de même de tous ceux ayant des parents du même degré américains ou anglais.

b) Affaire GUARATO Melchiorre - Le régime d'internement est également à confirmer, puisque les services militaires accomplis par les beaux-frères ne peuvent donner droit, comme ceux des parents directs, aux exemptions précitées.

Il est à noter, par ailleurs, que l'intéressé ne figure pas sur la liste des suspects.